



Les sciences humaines à l'épreuve de la ville: les enjeux d'une archéologie des savoirs urbains (XVIIe-XXe siècles)

Stephane van Damme

► To cite this version:

Stephane van Damme. Les sciences humaines à l'épreuve de la ville: les enjeux d'une archéologie des savoirs urbains (XVIIe-XXe siècles). *Revue d'histoire des sciences humaines*, Publications de la Sorbonne, 2005, pp.3-15. hal-01020625

HAL Id: hal-01020625

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01020625>

Submitted on 8 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« LES SCIENCES HUMAINES À L'ÉPREUVE DE LA VILLE : LES ENJEUX D'UNE ARCHÉOLOGIE DES SAVOIRS URBAINS (XVIIIÈ-XXE SIÈCLES) »

Stéphane Van Damme

Ed. Sc. Humaines | *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*

2005/1 - no 12
pages 3 à 3

ISSN 1622-468X

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-histoire-des-sciences-humaines-2005-1-page-3.htm>

Pour citer cet article :

Van Damme Stéphane, « « Les sciences humaines à l'épreuve de la ville : les enjeux d'une archéologie des savoirs urbains (XVIIe-XXe siècles) » »,
Revue d'Histoire des Sciences Humaines, 2005/1 no 12, p. 3-3. DOI : 10.3917/rhsh.012.0003

Distribution électronique Cairn.info pour Ed. Sc. Humaines.

© Ed. Sc. Humaines. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

DOSSIER

« Les sciences humaines à l'épreuve de la ville : les enjeux d'une archéologie des savoirs urbains (XVII^e-XX^e siècles) »¹

Stéphane VAN DAMME

« Par archéologie, je voudrais désigner non pas exactement une discipline, mais un domaine de recherche, qui serait le suivant. Dans une société, les connaissances, les idées philosophiques, les opinions de tous les jours, mais aussi les institutions, les pratiques commerciales et policières, les mœurs, tout renvoie à un certain savoir implicite propre à cette société. Ce savoir est profondément différent des connaissances que l'on peut trouver dans les livres scientifiques, les théories philosophiques, les justifications religieuses, mais c'est lui qui rend possible à un moment donné l'apparition d'une théorie, d'une opinion, d'une pratique ».

Michel Foucault, *Dits et écrits, 1954-1988*².

Aujourd'hui, le champ des savoirs urbains apparaît bien installé en France, même s'il ne fait pas l'objet d'une discipline spécifique, ou d'un rayon de bibliothèque spécialisé comme aux États-Unis avec les *Urban studies*. En 2000, les Éditions La Découverte publiaient même un ouvrage qui entreprenait de dresser le bilan des re-cherches sectorielles en sciences humaines et cherchait à en souligner la vitalité³. Pourtant à y regarder de plus près, l'histoire longue de la constitution des études urbaines révèle à la fois une faible institutionnalisation de ce secteur de la recherche toujours compris comme un domaine interdisciplinaire et une origine impure où l'activité scientifique semble toujours prise dans les rets de l'action publique⁴. Selon le philosophe Thierry Paquot, les disciplines sur la ville hésitent entre deux pôles, celui des « études urbaines » et celui d'une « science de la ville et des territoires »⁵. En se proposant de dénouer les fils de l'émergence des « savoirs urbains », il ne s'agit pas de réinventer une nouvelle généalogie, mais plutôt de déplacer le questionnaire classique d'une histoire des disciplines des sciences humaines pour se hasarder sur un terrain moins sûr de la co-construction des sciences de la ville et des représentations de la ville elle-même. Deux partis pris méthodologiques ont ainsi guidé notre réflexion collective.

En premier lieu, le choix d'un examen sur le long terme des processus de « disciplinarisation » des études sur la ville a été privilégié de manière à comprendre les identités disciplinaires multiples qui se jouent dans l'élaboration des territoires intellectuels, des pratiques et des représentations des sciences humaines sur la ville. Se faisant, il s'agit

¹ Je tiens à remercier pour la réalisation de ce dossier : Frédéric Audren, Jean-Christophe Marcel, Olivier Martin et Laurent Mucchielli.

² FOUCAULT, 1994, 498.

³ PAQUOT, LUSSAULT, BODY-GENDROT, 2000.

⁴ Cf. l'introduction de BOTTIN, CABANTOUS, 1994.

⁵ PAQUOT, 2000, 5-17.

de refuser d'épouser spontanément un point de vue téléologique trop souvent reconduit à la fois par une histoire des idées et par une histoire des champs institutionnels. On peut retenir la leçon de méthode avancée en histoire des sciences par Bernadette Bensaude-Vincent et Isabelle Stengers dans leur *Histoire de la chimie* : « Si, au lieu de dégager le passé enfoui d'une science bien définie, dont l'identité ne fait pas de problème, on envisageait cette science comme le produit d'une histoire ; si au lieu de dire que la chimie a une histoire, qu'on peut ou non cultiver, on admettait qu'elle est une histoire, en marche ? »⁶. Avec les sciences sur la ville, on a affaire à des identités successives et contradictoires, à des polarisations temporaires de tels ou tels savoirs, à des ramifications innombrables qui relient des espaces savants hétérogènes. Faire l'histoire de ces savoirs urbains de cette manière c'est donc refuser de projeter la réalité institutionnelle des études urbaines d'aujourd'hui sur les situations du passé et c'est tenir l'institutionnalisation, la professionnalisation comme des processus historiquement situés et réversibles de cette connaissance de la ville.

L'histoire des sciences humaines sur la ville en second lieu doit conduire aussi à prendre au sérieux l'ensemble des opérations savantes, y compris les plus ordinaires, celles qui sont considérées comme marginales parce qu'elles sont produites par la recherche non-professionnelle comme les savoirs pratiques, les savoirs d'action, ou les savoirs administratifs. Peu reconnus par l'institution universitaire, ils n'ont pas moins contribué depuis trois siècles à « naturaliser » un espace commun entre chercheurs, aménageurs et politiques. Loin d'être situé en dehors des horizons de l'enquête d'une histoire des sciences sociales, ces savoirs participent activement à la problématisation, à l'intéressement, à l'enrôlement et à la mobilisation des acteurs sociaux autour de la question urbaine⁷. Les contributions de ce dossier ont ainsi volontairement travaillé à la marge des disciplines établies pour enrichir la description du monde social des recherches sur la ville et situer les formes d'appropriation disciplinaire dans une dimension dynamique voire conflictuelle. Quatre pôles ont borné notre réflexion. En premier lieu, il s'est agi d'interroger sur le long terme le processus d'institutionnalisation de ces études afin de comprendre comment émergent un objet d'études, des terrains d'enquête et des méthodologies adaptées. Un second pôle concerne l'articulation entre sciences sociales et action publique qui doit permettre de saisir les formes d'instrumentalisation de ces savoirs par les pouvoirs urbains ou l'État. Le fonctionnement d'une économie spécifique aux champs des études urbaines constitue un troisième ensemble d'interrogations car depuis trois siècles, nombreuses furent les tentatives pour élaborer un corps de savoirs distincts parfois désigné sous le titre générique de science communale. Comment s'opère cette généralisation de savoirs pratiques ? À quel titre ces pratiques de connaissance peuvent-elles se dire scientifiques ? Enfin, une approche historique large doit tenter aussi de rendre compte de la dilatation des usages, de la prolifération des imaginaires sociaux soutenues par des philosophies urbaines.

La faible « disciplinarisation » des études urbaines

En premier lieu, il faut s'interroger sur la faible institutionnalisation et « disciplinarisation » des savoirs sur la ville. Ce qui domine ici c'est en effet le plus souvent l'interdisciplinarité, et la fédération de disciplines. En 1992, lorsque le CNRS tenta d'articuler ces recherches en mettant en place un programme interdisciplinaire et transversal sur la ville, il fut vite abandonné en raison d'une trop faible cohésion des projets engagés. Il faut ici accorder une importance particulière à la convergence des recherches

⁶ BENSAUDE-VINCENT, STENGERS, 2001, 8.

⁷ On reconnaîtra ici les quatre moments de la sociologie de la traduction proposée par CALLON, 1986.

scientifiques menées par le CNRS ou plus récemment les ministères de la Ville ou encore les appels d'offre de certaines municipalités comme Paris. Comment la ville est-elle devenue depuis le XVIII^e siècle un objet d'étude légitime ? S'il n'est pas dans notre propos de retracer l'ensemble de ces généalogies disciplinaires, deux exemples peuvent permettre de saisir les décalages temporels et la variété des traditions intellectuelles.

L'émergence de l'archéologie urbaine se conçoit ainsi d'abord comme l'écriture d'une histoire locale qui apparaît avec force à l'époque moderne, en particulier au siècle des Lumières dans le sillage d'une défense des libertés locales et des revendications provinciales. Cette histoire est pensée dans une conception antiquaire et monumentale et tire sa puissance de son lien étroit avec les pouvoirs urbains qui souvent la subventionnent. On retrouve ainsi ce rapport à l'histoire dans la formulation de l'urbanité à l'aube des Lumières, qui s'appuie sur la fondation d'une mémoire collective durablement établie par l'inventaire des richesses locales⁸. Les savoirs historiques se développent dans le sillage de la redécouverte de l'antiquité des villes et des pratiques archéologiques⁹. À Paris, la réflexion sur la ville emprunte des genres très variés qui ne se limitent pas aux registres savants. Des descriptions urbaines aux guides de voyage en passant par les almanachs, toute une littérature se propose de déchiffrer les nouvelles fonctionnalités métropolitaines et de rendre visible un nouvel ordre urbain¹⁰. Mais, la capitale n'est pas non plus épargnée par la redécouverte de l'Antiquité qui saisit l'ensemble des villes et des académies de province. Après les travaux pionniers de l'avocat Henri Sauval au XVII^e siècle, tout un milieu d'antiquaires se passionnent pour les vestiges de la présence romaine. Les études sur Lutèce mobilisent des savants illustres comme Leibniz ou le Comte de Caylus qui dans ses *Recueils d'Antiquités* présente des planches gravées. Il autorise par sa réputation un rapatriement des pratiques archéologiques des sites prestigieux de l'Italie méridionale vers des antiquités nationales¹¹. Partout le goût pour l'histoire traduit une volonté de célébrer l'ancienneté des villes et de leurs privilèges. En 1807, à l'occasion de fouilles dans le jardin du Luxembourg, Claude-Madeleine Grivaud de la Vincelle relance l'intérêt pour les antiquités et s'inscrit clairement dans une revendication de la grandeur parisienne¹². Dès lors, les nouveaux aménagements urbains vont donner aux ingénieurs de la ville une place prépondérante dans cette exhumation : Jean-Baptiste-Prosper Jollois (1776-1842) présente l'ensemble de ses recherches à l'Académie des inscriptions en 1843¹³ ; puis Théodore Vacquer (1820-1899) à partir des années 1850 va dominer l'ensemble des fouilles, en particulier autour des arènes de Lutèce¹⁴. Les traces archéologiques ont pour fonction de combler le silence des sources écrites sur Lutèce. La trajectoire parisienne conduira au milieu du XIX^e siècle à la constitution de la commission du Vieux Paris en 1897 et d'un service historique de la ville¹⁵. Dans le même temps, le musée Carnavalet consacré à l'histoire de la capitale, fut ouvert au public en 1880. À travers son département archéologique, il a accumulé sur plus d'un siècle les résultats des fouilles et s'est développé grâce aux donations des collectionneurs parisiens. Cet exemple souligne l'hétérogénéité des acteurs partagés entre le monde savant, le milieu des ingénieurs des travaux de la Ville de Paris et des architectes, et une sphère plus diffuse d'amateurs et de collectionneurs. La valorisation des objets et des sites par la mise en place de procédures de conservation ou

⁸ ROCHE, 1988.

⁹ Pour le monde britannique, cf. SWEET, 2004.

¹⁰ CHABAUD, 2000.

¹¹ GRAN-AYMERICH, 1998, 36-38.

¹² GRIVAUD DE LA VINCELLE, 1807.

¹³ JOLLOIS, 1843.

¹⁴ Sur Théodore Vacquer, cf. JONES, 2004.

¹⁵ CARBONNIÈRES, 1997.

d'inscription (planches gravées, croquis, plans, atlas) par ailleurs, joue un rôle d'agrégation exemplaire pour souder ces différentes pratiques et matérialiser l'invisibilité apparente de ce Paris romain¹⁶. Un domaine d'analyse, un espace intellectuel émerge de cette accumulation de données, de cette cartographie, et de ces archives. L'institutionnalisation de l'archéologie urbaine en marge de l'université témoigne de cette faiblesse des identités disciplinaires.

Dans le champ des sciences sociales, la ville moderne se définit comme objet d'études au XIX^e siècle selon des modalités variables et souvent aux marges de l'État et de ses institutions universitaires¹⁷ : pensée néo-hypocratique des médecins¹⁸, pensée hygiéniste¹⁹, pensée saint-simonienne des ingénieurs²⁰ pour ne citer que trois mouvements intellectuels qui se proposent de comprendre les mutations du corps urbain compris comme un espace à aménager²¹ et une société à réformer. Ces entreprises de connaissance et de contrôle engagent toute une série d'institutions. En 1782, la Société Royale de médecine s'attaque à la saisonnalité des maladies qui fleurissent en particulier à l'automne dans Paris. Le genre des topographies médicales de Paris sont tardives : la première est de 1786 par Menuret de Chambaud, médecin (1733-1815), collaborateur de l'*Encyclopédie*, avec quelques quarante articles. En 1826, Lachaise complètera cette géographie du sain et du malsain en produisant une analyse quartier par quartier. De même que les dangers de la ville tels que la criminalité, le maintien d'une population flottante, la violence urbaine constituent un puissant moteur de recherches qui entraîne le développement d'outils de mesure, de statistiques, d'enseignement universitaire et d'institutions. Récemment encore la création d'un Observatoire des zones urbaines sensibles souligne la permanence de ces représentations. Dans ces analyses, c'est la croissance de la grande ville, la dimension métropolitaine qui apparaît privilégiée comme incarnation de la « modernité » ou de son revers.

La montée en puissance des recherches sociologiques au début du XX^e siècle ont souvent trouvé dans la ville des terrains d'enquête féconds comme en témoigne la riche tradition de l'École de Chicago²². Ici aussi, l'histoire de la sociologie et de l'anthropologie, ont fait la part des réalités scientifiques et de la mythologie propre aux discours des origines disciplinaires²³. En France, en 1909 Maurice Halbwachs fait entrer l'étude des villes dans l'espace des sciences sociales par sa thèse de droit sur *Les expropriations et le prix des terrains à Paris* (1860-1900) qui se présente comme une étude d'économie. Il entend de « désencombrer ce domaine des disciplines illégitimes qui le recouvrent de leurs découpages non pertinents, et d'y construire les objets nouveaux et les relations nouvelles qui en feront un domaine conquis par la science »²⁴. Contre la monographie, Halbwachs propose une étude de morphologie urbaine. Mais au delà de ce cas isolé, il faut attendre 1949-1950 pour voir se créer une équipe de recherche française de sociologie et d'anthropologie urbaine dirigée par Paul-Henry Chombart de Lauwe au Musée de l'Homme. Chombart de Lauwe va croiser son intérêt pour la classe ouvrière avec une

¹⁶ Sur la valorisation des inscriptions et des archives comme pratiques documentaires des institutions publiques, cf. CHARVOLIN, 2003.

¹⁷ AMIOT, 1986.

¹⁸ BARLE, 1999.

¹⁹ BOURDELAIS, 2001.

²⁰ PICON, 2003.

²¹ Sur les milieux engagés dans la réflexion sur les aménagements urbains et la fonction économique de Paris, cf. BACKOUCHE, 2000.

²² CHAPOULIE, 2001.

²³ PLATT, 2003, 139-161.

²⁴ On suit ici AMIOT, 1986, 14. Cf. le numéro 1 de la *Revue d'Histoire des Sciences Humaines* consacré à Halbwachs.

méthode ethnographique inspirée de Marcel Mauss et importée des terrains asiatiques et africains²⁵. Le groupe d'ethnologie sociale entreprendra ainsi dans les années 1955-1960, une recherche collective publiée en 1960 sur les mécanismes de la ségrégation sociale, *Famille et habitation*. Le terrain d'enquête composé de 1521 ménages résidant dans trois cités nouvelles offre un site d'observation de la vie quotidienne. Pour autant, la sociologie et l'anthropologie urbaine ont peiné à s'affirmer comme de « grands domaines » de recherche en France contrairement à la Grande-Bretagne et aux États-Unis où ont pu s'établir assez tôt une véritable écologie urbaine²⁶. Cette dernière s'est surtout développée à la fin des années 1970 dans le cadre de rencontres d'urbanisme en association avec les écoles d'architecture²⁷. Dans un récent rapport, le sociologue Claude Dubar pouvait encore regretter la segmentation du champ de la sociologie urbaine en Île-de-France, « qui a éclaté en de multiples sous-ensembles autour des thèmes de territoires ; architectures, dynamiques spatiales qui, ayant souvent été absorbées par les géographes, n'occupent pas une position forte »²⁸.

Comment expliquer la faible autonomisation des disciplines liées à l'étude de la ville ? La définition de la ville comme « objet d'étude » résiste en effet à une assignation disciplinaire simple, car elle repose sur une ambiguïté fondamentale et ses approches oscillent entre le choix d'un découpage géographique en apparence circonscrit et l'analyse approfondie d'un objet d'étude²⁹. Il entérine le passage de la monographie à l'étude de la spécificité du fait urbain³⁰. Plus encore, dans les deux cas, la ville suppose une inlassable négociation de ses limites. Le choix d'une définition territoriale (rempart, citoyenneté), géographique (site, agglomération, densité de peuplement...), sociologique ou culturelle (style de vie, comportement, équipement...), ou bien encore économique (artisanat, industrie...) entraîne des discussions sans fin sur les contours à donner au phénomène urbain. Cette instabilité du référentiel longtemps perçu négativement repousse toujours plus loin les tentatives d'arrimages théoriques. Il s'agit toujours en effet de replier le social sur du spatial³¹.

Entre science sociale et action publique : de l'instrumentalisation à la co-production

Un autre constat renvoie à l'évidente relation entre savoirs et action publique qui fait des savoirs urbains, un champ de recherche hybride qui nécessite de lier sociologie de la connaissance et sociologie des politiques publiques. Il est impératif dans cette histoire des savoirs urbains d'enrichir la description du monde social qui s'anime autour des questions urbaines. Dans cette perspective, il convient d'être attentif à un double processus.

En premier lieu, on doit s'interroger sur le travail organisationnel qui vise depuis le XIX^e siècle à créer des institutions non-scientifiques qui produisent des connaissances sur la ville. Emmanuel Bellanger en s'intéressant à la trajectoire de l'École nationale d'administration municipale (ENAM) fondée sous la Troisième République montre que la

²⁵ AMIOT, 1986, 35-36.

²⁶ JOSEPH, GRAFMEYER, 2004.

²⁷ En ce domaine, on peut signaler trois publications marquantes : LHERMITTE, 1995 ; SÉGURET, JEUDY, 2000 ; BERDOULAY, SOUBEYRAN, 2002.

²⁸ DUBAR, 2004, 20.

²⁹ En histoire urbaine, l'exemple paradigmatique reste l'étude de Caen par PERROT, 1975. Pour une approche croisée, cf. LEPETIT, TOPALOV, 2001.

³⁰ CHARTIER, 1999, 72.

³¹ Cf. les réflexions du géographe J. Lévy sur cette tradition (LÉVY, 1999, 196-198).

professionnalisation du personnel communal passe par une meilleure connaissance du fait urbain. Dans la première moitié du XX^e siècle, Renaud Payre souligne les tentatives d'institutionnalisation disciplinaire des savoirs de gouvernement des villes autour de la conférence internationale des villes de 1934³². L'histoire de l'échec de mise en forme d'une « science communale » vise à prendre au sérieux les projets, les pratiques heuristiques, les concepts, les discours de justification, les opérations intellectuelles d'homogénéisation. De même, Fabien Milanovic en suivant depuis 1965 une série de configurations historiques d'où émerge la recherche urbaine contractuelle, met au jour les logiques d'action qui prévalent à la « problématisation » commune des questions urbaines par les édiles et les chercheurs universitaires. Si l'État a joué un rôle croissant dans l'avènement institutionnel de la recherche urbaine par le biais de l'Action concertée urbanisation de la DGRST et du ministère de l'Équipement lancée en 1970, la réaffirmation du travail des universitaires dans les années 1980 a tourné le dos à cette conception fonctionnaliste des sciences sociales pour introduire de nouveaux objets et de nouvelles procédures d'enquête. Dès les années 1950, Chombart de Lauwe, faute de moyens suffisants avait en effet sollicité l'aide des pouvoirs publics scellant une association durable entre chercheurs et organismes extérieurs au monde académique. La contractualisation a ainsi été une forme ordinaire de financement de la recherche urbaine³³.

L'attention portée aux conflits entre les différentes instances, aux suivis des porte-parole, aux « zones de transaction »³⁴ conduit Fabien Milanovic à montrer comment la problématique des usages politiques des savoirs urbains se trouve déplacée. On passe en effet d'une conception des sciences sociales comme aide technique, point d'appui cognitif pour établir des politiques publiques dans une vision planificatrice à des usages diversifiés et multiples des enquêtes scientifiques qui vont bien au delà de la rhétorique administrative de la « demande sociale » ou de « l'utilité sociale ». Si les savoirs deviennent opérationnels dans le cadre de la décentralisation entre 1975 et 1988, c'est que se développe le dispositif des « recherches-action » qui abolit les frontières entre monde de l'action publique et monde de la recherche. Dans le même temps, les échelles de déploiement de la recherche urbaine changent puisque l'on n'a plus affaire à un processus de diffusion verticale, mais à une logique de distribution locale des innovations au sein des collectivités territoriales, voire des municipalités.

En second lieu, l'étude des « zones de transaction » entre sciences sociales et politiques publiques, invite à dépasser le thème de la « demande sociale » pour comprendre les modalités des alliances sociales qui se nouent autour des savoirs urbains. On peut l'entendre de deux manières. D'abord, la recherche urbaine met en évidence l'importance pour les traditions savantes qui s'en occupent, des « objets frontières »³⁵ (*boundary objects*) qui soudent une série de communautés scientifiques qui ont des intérêts scientifiques différents et qui investissent dans ces objets des motivations très variables. Cette thèse centre l'attention sur la volatilité des usages, et sur l'importance stratégique qu'il y a pour les savants à trouver ce type d'objets qui vont attirer des publics contrastés et faire l'unanimité. La réussite des dispositifs interdisciplinaires ne tient pas ainsi à la seule vertu de l'enrôlement de communautés scientifiques variées, elle réside dans sa capacité à réunir des groupes sociaux hétérogènes. La montée du municipalisme introduit de nouveaux usages politiques des sciences humaines que traduit en partie la création des services historiques. Aux États-Unis, les programmes *d'urban studies* sont associés aux projets

³² PAYRE, 2002.

³³ AMIOT, 1986, 48.

³⁴ GALISON, 1997, 137-160.

³⁵ KEIGH STAR, GRIESEMER, 1989, 387-420.

d'urbanisme (*urban planning*), et participent à l'horizon d'action des aménageurs et des architectes. Ils constituent un point de ren-contre entre une conception de la ville comme objet d'études, et une conception de la ville comme champ d'action pour l'aménager, la moderniser. Cette confusion entre savoirs théoriques et savoirs d'action que l'on rencontre dès le XVIII^e siècle, brouille l'assignation claire des différents mondes d'action (intellectuel ou universitaire d'un côté ; économique et politique de l'autre). Ensuite, l'objet urbain permet de déplacer les frontières classiques entre monde scientifique et monde profane, entre historiens, archéologues et amateurs, collectionneurs et visiteurs. L'espace des musées de ville offre aujourd'hui un bon exemple de cette autre dimension de la « zone de contact »³⁶. Ils rassemblent en effet des publics et des acteurs d'horizons très divers mais qui partagent une même passion pour la ville. L'étude de ces institutions culturelles mixtes, à la fois scientifiques, culturelle et pédagogique pourrait être un champ d'enquête fructueux pour saisir ce rapport à l'identité urbaine dans ce contexte métropolitain. Ce sont en effet souvent des capitales, des villes globales qui entretiennent avec le plus d'éclats et de moyens financiers ces institutions en partie fondées sur la fortification d'un localisme. Le Musée de Londres qui est le plus important du monde par la taille de ces collections (plus d'un million d'objets) est au carrefour de l'archéologie puisqu'il abrite les archives des fouilles réalisées entre 1908 et 1991, de l'ethnologie nationale et des études folkloristes avec les collections de costumes et d'arts décoratifs conservés à partir du XVIII^e siècle. Elles complètent les 50 000 objets re-levant de l'histoire sociale et ouvrière de la ville. Les peintures, gravures et photographies relèvent de l'histoire de l'art comme l'indique explicitement le contenu de certaines expositions autour d'un peintre ou d'un photographe, mais renvoie aussi à l'histoire des représentations figurées de la ville. Plus récemment, la fonction de ce musée s'est élargie à la collecte des archives orales contemporaines. Mais, ce travail de conservation ne donne qu'une toute petite idée du monde social mobilisé par ce type de musée. À Paris, comme à Londres, les musées de ville sont adossées à la municipalité et à un réseau de donateurs qu'il faut de temps en temps célébrer. En 2004, la Société des Amis du musée Carnavalet pouvait exposer les bienfaits de dix ans de mécénat³⁷. Dans l'espace du musée de ville, différentes motivations se croisent ainsi de l'intérêt scientifique pour le passé urbain à la célébration d'une appartenance et d'un localisme.

En fait, la ville apparaît comme le lieu où se nouent des alliances, des combinaisons, des associations entre sphère savante, sphère politique et grand public, où les intérêts des uns reconfigurent les recherches des autres, et modifient en profondeur l'agenda de la recherche, mais aussi, et de manière plus inattendue, l'identité de la ville. Ce travail de co-construction des savoirs et de l'action urbaine, s'il a souvent été évoqué, n'a jamais véritablement été pris au sérieux ni par les historiens de la ville qui s'en tiennent souvent à une vision instrumentalisée des savoirs, ni par les historiens des sciences qui accordent peu d'importance à la question de la mobilisation des connaissances, à leur reconfiguration par la « demande sociale » dans le contexte urbain.

Quand la ville fait « science », quand les sciences font la ville

Le dossier doit encourager une réflexion plus large sur l'économie des savoirs mis en jeu dans le cadre de la recherche urbaine et sur les partages disciplinaires qu'elles induisent

³⁶ Cf. sur les musées d'anthropologie, les réflexions de CLIFFORD, 1997.

³⁷ Cf., par exemple, l'exposition « Hommage aux donateurs. Dix ans de mécénat de la Société des Amis du Musée Carnavalet », 8 juin-5 septembre 2004.

et qui permettent à des savoirs pratiques ou illégitimes de monter en généralité. En ne posant pas l'existence de ces savoirs comme préalablement constitués au phénomène urbain, on souhaite renverser la problématique classique savoir/objet d'étude pour souligner comment l'affirmation de l'universalité du fait urbain contribue en retour à légitimer, à établir une science de la ville. Ainsi, on se montrera particulièrement attentif aux processus par lesquels ces savoirs locaux, pratiques, « spéciaux » acquièrent un niveau de généralisation, comment ils sont amenés à faire « science »³⁸. L'interrogation doit inviter à repenser les frontières de la science, et les opérations concrètes qui font que des savoirs se réclament d'un enracinement local alors que d'autres revendiquent un horizon d'attente universaliste. Obéissent-ils à une autre économie, à une autre organisation intellectuelle, à d'autres pratiques que les savoirs non-locaux ? Les historiens des techniques ont pu ainsi signaler le poids des opérations de réduction en art pratiquées par les ingénieurs pour généraliser et totaliser les savoirs pratiques du XVI^e au XVIII^e siècles en s'attachant à produire des concepts opératoires, des procédés heuristiques, des formes littéraires et éditoriales³⁹. Très souvent identifiés dans le passé aux seules compétences pratiques, aux savoirs traditionnels, ces savoirs s'opposaient aux savoirs théoriques comme les savoirs philosophiques. L'opposition classique entre savoirs théoriques et universels et savoirs pratiques et donc locaux doit être réexaminée à partir de l'échelle urbaine. Ainsi on confrontera les savoirs de tous ordres, on comparera les « savoirs de cabinet » aux « sciences de terrain », « les savoirs pratiques » aux « savoirs d'action ». Ce type d'oppositions ne relève pas simplement de stratégies de publication ou de construction d'horizons d'attente, il repose aussi sur des formes d'organisation spécifiques : pratiques d'enquête, pratiques de totalisation des données, pratiques de conservation documentaire. Ainsi Robert Carvais montre bien le travail de recollection d'un savoir juridique éparé dans la constitution d'un droit de l'urbanisme aux XVIII^e et XIX^e siècles. La mise en commun des traités de police, des textes de jurisprudence réglementaires pour la construction des bâtiments se fait par des opérations de comparaison, de confrontation, voire de mises en équivalence qui vont permettre l'essor d'un nouvel *ars* urbain. Ces pratiques peuvent déboucher sur une refonte totale des domaines de connaissance, sur une recomposition de l'organisation interne des savoirs. En s'adossant à des politiques publiques, à des institutions ou à des groupes particuliers (corporations...), les différents acteurs, qu'ils soient scientifiques ou non, ont pu mettre en œuvre des procédures d'universalisation des énoncés ainsi produits.

Enfin, cette réflexion collective invite à saisir la dimension identitaire de ces savoirs en quittant une vision essentialiste qui définirait clairement le programme de re-cherche et les limites des études urbaines, pour une analyse des pratiques de circulation des objets, des approches et des énoncés. Les études urbaines apparaissent davantage comme des nœuds, des points de tangence entre différents univers cognitifs, entre différents espaces hétérogènes de pratiques⁴⁰. C'est cette capacité de circulation et de traduction qui explique l'attraction exercée par ce champ de recherche et la convergence d'intérêts multiples. L'hétérogénéité, la faible convergence des approches disciplinaires, les distinctions entre savoirs experts (ceux des architectes, ingénieurs, urbanistes) et savoirs savants (ceux produits par les sociologues, anthropologues, géographes, historiens, économistes), ou savoirs ordinaires (émanant des rédacteurs des guides de voyages, des descriptions de ville) posent en effet problème car une asymétrie est observable à la fois entre les disciplines des

³⁸ RUGGE, 1990, 87-99.

³⁹ VÉRIN, 1993, chapitre V. Cf. aussi les activités du groupe de recherche animé par H. Vérin et P. Dubourg Glatigny sur la « réduction en arts ».

⁴⁰ Cf. l'étude d'AUDREN, 2002, 175-213.

sciences sociales qui pensent le fait urbain, et les groupes sociaux qui s'en emparent. Il faut par conséquent tenter d'interpréter la hiérarchisation des usages et des représentations. Comment rendre compte de la relation entre savoirs urbains, sciences sociales de la ville et expressions du localisme ? Depuis une dizaine d'années, les travaux se sont multipliés en ethnologie, en géographie, en sociologie de la connaissance, en histoire des techniques pour rendre compte des savoirs produits localement par des groupes variés. Cette attention portée aux pratiques ordinaires de connaissance dans le cadre urbain, aux savoirs *de* la ville et non plus simplement aux savoirs *sur* la ville, doit permettre de faire retour sur les savoirs tacites, sur les savoir-faire et leur transmission dans l'espace urbain. Néanmoins, cette réévaluation ne va pas de soi et suscite une double interrogation. En premier lieu, elle conduit à reformuler la question du lieu d'origine comme principe identitaire des savoirs ⁴¹. À quelles conditions des savoirs peuvent-ils se dire locaux ou urbains ?

On le voit : les objets ou les modèles proposés, les « grandeurs » urbaines ainsi élaborés restent impures. Les études urbaines hésitent perpétuellement entre le localisme des monographies et l'universalité de la civilisation urbaine. Derrière l'apparente stabilité de ces catégories, Alice Ingold met en évidence dans le champ d'une histoire universitaire les stratégies qui promeuvent l'émergence du modèle de la « civilisation urbaine européenne » dans la seconde moitié du XIX^e siècle. L'affirmation de la ville comme principe idéal des histoires italiennes par exemple, comme fondement de l'unité nationale relève avant tout d'une représentation politique qui engage le local dans la lecture de la construction territoriale.

Errances interdisciplinaires et nouveaux imaginaires urbains

Au delà des appropriations disciplinaires diverses, on peut noter une convergence des pratiques qui dessinent de véritables « paradigmes » interdisciplinaires des études urbaines. Si dans les années 1950 et 1960, les approches fonctionnalistes ont paru triompher en histoire, en sociologie et en économie autour du fait urbain et de la généalogie des « civilisations urbaines », durant les années 1980 et 1990, en particulier aux États-Unis et en Grande-Bretagne, le développement des *Cultural studies* ont eu des effets immédiats sur les études urbaines en imposant un « *ethnographic turn* » ⁴² particulièrement sensible dans le choix des terrains d'enquête (études des minorités, des marginaux, des quartiers). Aujourd'hui les analyses en réseau entraînent de nouvelles interrogations sur les échelles d'analyse à déployer et le rôle des pratiques de circulation dans la représentation de la totalité urbaine ⁴³. La ville ne se définit plus par sa seule fonctionnalité mais est avant tout présentée comme un nœud dans un système circulatoire. Aux marges des études urbaines, on voit même surgir des démarches « anti-disciplinaires » qui se réclament d'une réflexion politique et démocratique ⁴⁴. L'usage des travaux philosophiques d'un Deleuze, d'un De Certeau ou d'un Lévinas élargit l'horizon des références habituellement mobilisées par les sciences sociales européennes. Toute une « philosophie de l'urbain » ⁴⁵ voit le jour dans ces interstices académiques pour mettre en avant des figures inédites de l'urbanité qui visent à ressaisir l'avenir des métropoles et de la « civilisation urbaine » à l'heure de la mondialisation, de la « ville-refuge » lieu par excellence de l'exil ⁴⁶, à la « ville franche »

⁴¹ BARBIER, 1996, 4.

⁴² MATTELART, NEVEU, 2003, 65.

⁴³ SMITH, 2001.

⁴⁴ Cf. la réflexion de MONGIN, 2004, 215-224.

⁴⁵ ANSAY, SCHOONBRODT, 1989.

⁴⁶ LEVINAS, 1982, 51-70 ; le commentaire de PAYOT, 1992.

marquée par son devoir d'hospitalité capable de s'affranchir des limites de l'État-nation⁴⁷, en passant par la « ville-pôles »⁴⁸. Le discours des sciences humaines sur la ville serait toujours en proie au risque de toujours sursignifié comme l'écrit le philosophe Jean-Luc Nancy⁴⁹ ? Ainsi, pour le géographe Michael Peter Smith, « *this way of envisioning the process of localization thus locates « globalization » in the realm of social practice and situates the global-local interplay in historically specific milieus. It extends the meaning of the global-local nexus to encompass not just the social actions of "global capitalists" interacting with "local communities" but of the far more complex interplay of cultural, economic, political, and religious networks that operate at local, translocal and transnational scales but which intersect in particular places at particular times* »⁵⁰. Le déploiement d'une « économie d'archipels » qui organise le réseau des métropoles à l'échelle mondiale reconfigure peu à peu le discours des sciences humaines et des problématiques de recherche sur le fait urbain en spéculant en particulier sur la fin du modèle de la ville européenne⁵¹ qui devient à son tour objet de nostalgie⁵². Or ce discours désenchanté pointe avec éclats la représentation en creux de la crise actuelle de la ville anomique : « la ville tendanciellement, n'est plus habitée, ou alors elle ne l'est plus que par ceux dont la condition sociale est de faire circuler, entre les murs de la nouvelle province, les signes d'un fonctionnement général dont l'efficacité est ailleurs ». Et Daniel Payot de conclure, « "La" ville, dans sa symbolisation nouvelle, purifiée et hygiénique, n'est plus le lieu où convergent et cohabitent des milieux, des classes, des métiers, des ethnies différentes »⁵³. En histoire des sciences et des techniques, la ville devient le lieu pour penser un nouveau rapport de l'individu à la technologie comme nous y invite Antoine Picon. Il montre que la ville idéale de la Renaissance s'était appuyée sur une représentation d'un homme générique au centre d'un cosmos ordonnateur. Aujourd'hui, la ville territoire accouche d'un imaginaire hybride fait d'hommes et de machines, le *cyborg* : « surhomme, sans pourtant échapper à la condition humaine, individu évolué et puissant, le *cyborg* apparaît comme l'une des figures clefs de la réflexion anthropologique, comme un cas limite rendant lisible certains enjeux actuels »⁵⁴.

Devant une telle dispersion des références théoriques qui traversent les champs disciplinaires les plus établis jusqu'aux « philosophies » de l'urbain les plus échevelées, l'internationalisation des sciences humaines loin d'entraîner l'adhésion et l'uniformisation des contenus et des pratiques, exacerbe les tensions disciplinaires et les conflits de bornage. En scrutant une pluralité de pratiques savantes (disciplinaires, ancrées dans l'action ou dans

⁴⁷ J. Derrida, *De l'hospitalité* cité in HERTMANS, 2003.

⁴⁸ On renvoie ici à Gilles Deleuze et Félix Guattari : « La ville est le corrélat de la route. Elle n'existe qu'en fonction d'une circulation et de circuits ; elle est un point remarquable sur des circuits qui la créent ou qu'elle crée. Elle se définit par des entrées et des sorties, il faut que quelque chose y entre et en sorte ? Les villes sont des points-circuits de toute nature qui font contrepoint sur les lignes horizontales ; elles opèrent une intégration complète, mais locale, et de ville en ville », in DELEUZE, GUATTARI, 1980.

⁴⁹ « La question de la ville serait-elle un modèle de discours excessif ? Une hyper-sémiotisation ? Un engorgement, non de véhicules, ni de marchandises, mais de volontés signifiantes ? Je voudrais que déambuler ne devienne ni concept ni question de la ville, et soit au contraire une manière de lui laisser la chance – et le risque – de l'insignifiance ». NANCY, 1987, 19-20.

⁵⁰ SMITH, 2001, 118.

⁵¹ Cf. l'introduction de DONZELOT, MONGIN, 2004, 7-10.

⁵² PAYOT, 1992, 7.

⁵³ *Ibid.*, 9.

⁵⁴ PICON, 1998, 16.

la fiction et l'imaginaire) qui se sont saisies de la ville depuis trois siècles et en ont fait un objet d'interrogation et de connaissance, ce dossier se propose d'élargir le questionnaire classique d'une histoire des disciplines des sciences humaines pour comprendre les modalités et les contextes multiples où la question urbaine se stabilise.

Stéphane VAN DAMME

CNRS-Maison Française d'Oxford, Grande-Bretagne
stephane.vandamme@history.oxford.ac.uk

Bibliographie

- AMIOT M., 1986, *Contre l'État, les sociologues. Éléments pour une histoire de la sociologie urbaine en France*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- ANSAY P., SCHOONBRODT R., 1989, *Penser la ville, choix de textes philosophiques*, Bruxelles, Archives d'Architecture Moderne.
- AUDREN F., 2002, Les mondes leplaysiens du droit (1855-1914) ou l'art et la manière d'être un « juriste leplaysien », *Études Sociales*, 135-136, 175-213.
- BACKOUCHE I., 2000, *La trace du fleuve. La Seine et Paris, 1750-1850*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- BARBIER J.M., (ed.), 1996, *Savoirs théoriques et savoirs d'action*, Paris, Presses Universitaires de France.
- BARLE S., 1999, *La ville délétère. Médecins et ingénieurs dans l'espace urbain, XVIII^e-XIX^e siècles*, Seyssel, Champ Vallon.
- BENSAUDE-VINCENT B., STENGERS I., 2001, *Histoire de la Chimie*, Paris, La Découverte (1^{ère} édition : 1992).
- BERDOULAY V., SOUBEYRAN O., 2002, *L'écologie urbaine et l'urbanisme : aux fondements des enjeux actuels*, Paris, La Découverte.
- BOTTIN J., CABANTOUS A., 1994, Lectures de la ville (XV^e-XX^e siècle), *Histoire, Économie et Société*, 3.
- BOURDELAIS P., (ed.), 2001, *Les Hygiénistes : enjeux, modèles et pratiques*, Paris, Belin.
- CALLON M., 1986, Éléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc, *L'Année Sociologique*, 36, 169-208.
- CARBONNIÈRES P. de, 1997, *Lutèce. Paris, ville romaine*, Paris, Découvertes-Gallimard.
- CHABAUD, G., 2000, Les guides de Paris : une littérature de l'accueil ?, in ROCHE D., (ed.), *La ville promise. Mobilité et accueil à Paris (fin XVII^e-début XIX^e siècles)*, Paris, Fayard, 77-88.
- CHAPOULIE J.M., 2001, *La tradition sociologique de Chicago : 1892-1961*, Paris, Seuil.
- CHARTIER R., 1999, *Au bord de la falaise, l'histoire entre inquiétudes et certitudes*, Paris, Albin Michel.
- CHARVOLIN F., 2003, *L'invention de l'environnement en France. Chroniques anthropologiques d'une institutionnalisation*, Paris, La Découverte.
- CLIFFORD J., 1997, *Routes. Travel and Translation in the late Twentieth Century*, Cambridge, Harvard University Press.
- DELEUZE G., GUATTARI F., 1980, *Mille Plateaux*, Paris, Minuit.
- DUBAR C., 2004, *La recherche sociologique en Île-de-France. État des lieux. Projet scientifique*, Propositions pour une Maison de Internationale de la Sociologie et des Sciences Sociales, Paris.
- FOUCAULT M., 1994, *Dits et écrits, 1954-1988*, Paris, Gallimard, 1, 498.
- GALISON P., 1997, The trading zone : coordinating action and belief, in GALISON P., *Image and Logic : Instruments and Arguments in Twentieth Century Physics*, Chicago, Chicago University Press, 137-160.

- GRAN-AYMERICH E., 1998, *Naissance de l'archéologie moderne, 1798-1945*, Paris, Éditions du CNRS.
- GRIVAUD DE LA VINCELLE C.M., 1807, *Antiquités gauloises et romaines accueillies dans les jardins du Palais du Sénat, pendant les travaux d'embellissement qui y ont été exécutés depuis l'an IX jusqu'à ce jour, pour servir à l'histoire des antiquités de Paris ; précédées de recherche sur cette grande capitale*, Paris, F. Buisson.
- HERTMANS S., 2003, *Entre villes*, Pantin, Le Castor Astral.
- JOLLOIS J.B.P., 1843, *Mémoire sur les antiquités romaines de Paris*, Paris, Imprimerie royale.
- JONES C., 2004, *Paris. Biography of a City*, Londres, Penguin-Allen Lane.
- JOSEPH I., GRAFMEYER Y., (eds), 2004, *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Champ-Flammarion.
- KEIGH STAR S., GRIESEMER J., 1989, Institutional Ecology, Translations, and Boundary Objects. Amateurs and Professionals in Berkeley's Museum of Vertebrate Zoology, 1907-1939, *Social Studies of Science*, 19, 387-420.
- LEPETIT B., TOPALOV Ch., (eds), 2001, *La ville des sciences sociales*, Paris, Belin.
- LEVINAS E., 1982, Les villes-refuges, in LEVINAS E., *L'au delà du verset, Lectures et discours talmudiques*, Paris, Minuit.
- LEVY J., 1999, *Le tournant géographique. Penser l'espace pour lire le monde*, Paris, Belin.
- LHERMITTE A., (ed.), 1995, *Écologie urbaine : bilan et perspectives de demain*, Metz, Institut Européen d'écologie.
- MATTELART A., NEVEU E., 2003, *Introduction aux Cultural Studies*, Paris, La Découverte.
- MONGIN O., 2004, L'expérience de la ville démocratique, *Esprit*, 215-224.
- NANCY J.L., 1987, Au loin, Los Angeles, in NANCY J.L., *Le temps de la réflexion. « La ville inquiète »*, tome 8, Paris, Gallimard, 19-20.
- PAQUOT Th., 2000, Études urbaines ou « science » de la ville et des territoires ?, in PAQUOT Th., LUSSAULT M., BODY-GENDROT S., *La ville et l'urbain, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 5-17.
- PAQUOT Th., LUSSAULT M., BODY-GENDROT S., 2000, *La ville et l'urbain, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte.
- PAYOT D., 1992, *Des villes-refuges. Témoignage et espacement*, La Tour d'Aigues, L'Aube.
- PAYRE R., 2002, *À la recherche de la « science communale ». Les « mondes » de la réforme municipale dans la France de la première moitié du XX^e siècle*, thèse de sociologie, Université Grenoble II.
- PERROT J.C., 1975, *Caen. Genèse d'une ville moderne*, La Haye, Mouton (2 volumes).
- PICON A., 1998, *La ville territoire des cyborgs*, Besançon, Les Éditions de l'Imprimeur.
- PICON A., 2003, *Les Saint-Simoniens*, Paris, Belin.
- PLATT J., 2003, La première vague de l'école de sociologie de Chicago. Le mythe des données de première main, in CEFALDI D., (ed.), *L'enquête de terrain*, Paris, La Découverte-Mauss, 139-161.
- ROCHE D., 1988, *Les Républicains des Lettres. Gens de culture et Lumières au XVIII^e siècle*, Paris, Fayard.
- RUGGE F., 1990, Saperi speciali e « cultura della municipalizzazione agli inizi del secolo. Ipotesi di ricerca », *Amministrare*, XX, 1, 87-99.
- SÉGURET F., JEUDY H.P., (eds.), 2000, *L'écologie urbaine ?*, Paris, Éditions de la Villette.
- SMITH M.P., 2001, Power in Place : Retheorizing the Local and the Global, in EADE J., MELE Ch., (eds.), *Understanding the City. Contemporary and future perspectives*, London, Blackwell Publishers.
- SWEET R., 2004, *Antiquaries. The Discovery of the Past in Eighteenth-Century Britain*, Londres-New York, Hambledon-London.

- VÉRIN H., 1993, *La gloire des ingénieurs. L'intelligence technique du XVI^e au XVIII^e siècle*, Paris, Albin Michel.
- WEBER M., 1982, *La ville*, Paris, Aubier-Montaigne.